Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 151 (2006)

Heft: 11-12

Artikel: Gorbatchev, Tchernobyl et la prétendue fin de la rivalité entre les

Grands

Autor: Brunner, Dominique

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346645

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Gorbatchev, Tchernobyl et la prétendue fin de la rivalité entre les Grands

Il y a des évidences qui ne se discutent pas. Nous entendons par là des faits, vérifiés et vérifiables, des événements, notamment causés par l'homme. On peut souvent s'interroger sur leurs véritables causes. Plus ils entraînent de répercussions importantes, voire historiques, plus cette question des causes profondes est sujette à controverse.

Col EMG Dominique Brunner

On n'a pas fini de se quereller sur les causes réelles de l'explosion de «folie homicide», terme emprunté à Raymond Aron, d'août 1914, alors que les faits décisifs sont absolument clairs: ce que Henry Kissinger a qualifié de «political doomsday machine». Il s'agit de la politique extérieure agressive d'Empires minés de l'intérieur par des revendications ethniques et sociales, la Russie tsariste, l'Autriche-Hongrie, Turquie, la «l'homme malade du Bosphore»; de la politique tant irrationnelle qu'inconsciente des risques de l'Allemagne de Guillaume II; de la politique des puissances européennes qui se livraient une course aux armements potentiellement désastreuse, partant de la conviction que, vu les énormes masses de soldats disponibles, pouvant être ravitaillées et transportées sans difficulté, et les destructions prévisibles entraînées par les armes modernes, cette future guerre européenne serait inévitablement de courte durée 1. A Petrograd, on pensait en haut lieu que l'armée russe camperait à l'automne à Berlin,

tandis que les Allemands ornaient les wagons qui les transportaient aux frontières d'inscriptions comme «Nach Paris!», les Français n'étant pas en reste en se donnant rendez-vous, naturellement à Berlin...

La seconde guerre d'Irak: conséquence logique de l'erreur stratégique de mars 1991

Pour citer un autre événement plus récent, qui est régulièrement interprété de façon erronée, il faut évoquer la fin de la campagne militaire sous conduite américaine, avec la bénédiction de l'ONU, visant la libération du Koweït. Celui-ci avait envahi par l'Irak 2 août 1990. L'opération «DE-SERT STORM», précédée par «DESERT SHIELD» dès août, la mise en place de centaines de milliers de soldats en Arabie saoudite en préparation de la contre-offensive, débuta le 17 janvier 1991 par un tir de missiles de croisières Tomahawk américains et se termina quelque quarante jours plus tard.

Cette campagne, dominée par l'aviation alliée, a été couronnée par la débandade de l'armée irakienne. Les alliés n'avaient pas caché qu'ils salueraient un soulèvement des Kurdes ou des Shiites, victimes de l'oppression du régime de Saddam Hussein. Or, que se produisit-il après cette sanglante défaite de l'armée irakienne? On arrêta les troupes terrestres de la coalition victorieuse, qui comprenait des contingents de plus d'une douzaine de nations, entre autres arabes, et on assista, plus ou moins les bras croisés, à la mise au pas par la Garde de Saddam des séditieux! En d'autres termes, on recula devant la poursuite de l'offensive pour abattre le régime et mettre fin aux menaces qu'il avait fait peser sur la région². On le paie aujourd'hui encore, c'est-à-dire les Irakiens le paient, puisqu'il a fallu une deuxième campagne, douze ans plus tard, pour abattre le régime totalitaire baathiste.

Cette campagne, menée rondement dans la phase initiale des opérations classiques, n'a nullement empêché des attentats quotidiens contre la population civile qui ont, depuis l'été 2003, fait

¹ Voir l'excellent ouvrage de Barbara Tuchmann The Guns of August.

² Nous avons fustigé cette politique le 13 avril 1991 dans la Basellandschaftliche Zeitung, «Der verschenkte Sieg».

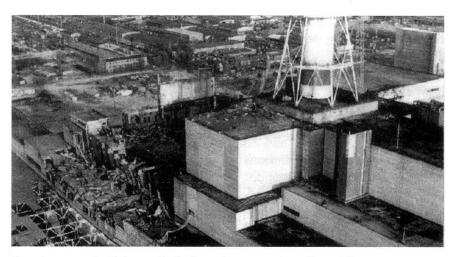


plus de 20000 morts. On pouvait le prévoir, vu l'incapacité des Américains d'imposer l'ordre et la paix intérieure à une population de 24 millions d'habitants dans un pays de 435000 km², particulièrement en raison d'une démobilisation précipitée de l'armée du vainqueur³.

Nous n'avons pas hésité d'en déduire que le Président américain était un piètre commandant en chef, en rappelant qu'en août 1914, le général Joffre, en limogeant deux des commandants d'armée sur cinq, et près de la moitié des commandants de corps d'armée, avait largement contribué au succès de la contre-offensive de la Marne, début septembre, qui sauva la France. Pour les Etats-Unis, il reste valable qu'il fallait se débarrasser du ministre de la Défense et de son adjoint des débuts, éventuellement du chairman des chefs d'état-major, auxquels l'on doit des erreurs d'appréciation majeures.

Gorbatchev – nécessaire mise au point

L'anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl a récemment été l'occasion pour l'ancien secrétaire général du parti communiste de l'URSS et président de la super-puissance soviétique de relater dans des journaux occidentaux (*Le Figaro* du 26 avril 2006) les faits comme il les avait vécus en avril 1986. Il y disait: «C'est la catastrophe de Tchernobyl qui m'a vraiment ouvert les yeux: elle a montré quelles pouvaient



Le réacteur de Tchernobyl, deux jours après « l'accident ».

être les terribles conséquences du nucléaire, même en dehors d'un usage militaire. [...] Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour veiller à la sécurité des installations nucléaires et développer des sources d'énergie alternatives.» Quant à la sécurité des installations nucléaires, on en a toujours été conscient et on continue d'en être conscient en Occident capitaliste!

Mais c'est une autre remarque de M. Gorbatchev qui est le propos de cet article. «Mon discours du 15 janvier 1986, dit-il, est bien connu dans le monde entier. J'ai parlé de désarmement, y compris en ce qui concerne l'arme nucléaire, et j'ai proposé la suppression de tout armement nucléaire sur la planète pour l'an 2000. J'estimais avoir la responsabilité morale de mettre fin à la course aux armements.» Reconnaissons à M. Gorbatchev le mérite d'avoir, un an plus tard, accepté la solution simple que les Américains avaient déjà recommandée dans les négociations américano-soviétiques de Genève sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire stationnés au sol (INF), engagées le 30 novembre 1981 et interrompues par les Soviétiques en 1983: à savoir de les éliminer sans autre forme de procès. Le 8 décembre 1987, les présidents Reagan et Gorbatchev signaient à Washington le traité sur ces engins («Intermediate Range Nuclear Forces Treaty»), qui abolissait les missiles précités, domaine où les Soviétiques détenaient depuis longtemps des atouts écrasants. Ce fut le premier acte de désarmement réel touchant les engins offensifs.

On peut donc croire M. Gorbatchev à propos de l'effet qu'a eu sur lui la catastrophe de Tchernobyl. Mais cela ne veut pas dire qu'il ait agi de façon conséquente, en accord avec le but exigeant qu'il s'était fixé au début 1986, la suppression de tout armement nucléaire. Cet objectif était d'ailleurs totalement irréaliste et, pire, extrêmement dangereux, parce que les Saddam Hussein, les ayatollas

³ Voir RMS, octobre 2003 et mars 2004.



d'Iran et autres dictateurs nordcoréens y auraient vu la chance d'acquérir impunément un potentiel de chantage désastreux. Rappelons que la menace nucléaire a interdit l'usage de ces armes depuis août 1945, soit pendant plus de soixante ans, en dépit de graves contradictions et tensions entre les grandes puissances et qu'elle a eu un effet pacificateur sur leur comportement, tandis que, là ou il n'y avait guère de risque d'escalade au niveau nucléaire, la guerre dite classique produisait ses ravages!

L'incident révélateur de Reykjavik

Gerhard et Nadia Simon soulignaient dans Verfall und Untergang des sowjetischen Imperiums que «toutes les rencontres au sommet ne sont nullement couronnées de succès et Gorbatchev mène les négociations dans les questions essentielles du désarmement et du contrôle des armements avec ténacité et ruse.» L'exemple le

plus éclatant est fourni par le sommet improvisé de Reykjavik, les 11 et 12 octobre 1986. Au lieu de se concentrer sur la question urgente de l'élimination des missiles à moyenne portée, Gorbatchev et Reagan perdent leur temps à discuter de la suppression de tous les engins à portée intercontinentales (sic!), apparemment en continuant à tolérer les bombardiers de gros-porteurs, et la défense anti-missiles, la Strategic Defense Initiative, que le Président américain entend réaliser coûte que coûte.

Henry Kissinger rapporte dans son chef-d'œuvre, *Diplomacy* (1994), que Reagan, excédé par l'insistance de Gorbatchev qui exige que cette défense soit gelée au niveau de la recherche, met fin à la dispute d'une façon inattendue. « When Gorbatchev persisted, Reagan responded in a way no foreign policy professional would have advised: he simply got up and left the room. » Il n'en sera plus question. Nous écrivions dans la *RMS* en 1987 (7/8, «Va-t-on

éliminer les fusées nucléaires eurostratégiques?»): étaient les vrais motifs de M. Gorbatchev? On ne le saura peut-être jamais, mais on ne peut exclure que, dans les conditions qui furent celles de ce sommet improvisé, il resta intraitable quant à la SDI pour écarter, tout en sauvant les apparences, tout risque pour l'atout stratégique que l'Union soviétique s'était procuré au prix de grands sacrifices, ses quelque 2300 engins balistiques à tête nucléaire capables d'atteindre les Etats-Unis.» Sept ans plus tard, Kissinger observe très justement, qu'au lieu de s'acharner sur la SDI, une tactique sage de la part de Gorbatchev aurait été de demander que l'on publie ce que l'on avait en principe décidé, à savoir de supprimer les engins à portée intercontinentale. Cela aurait fait apparaître la futilité d'un effort onéreux pour se protéger contre une menace que l'on voulait bannir dans un avenir prévisible... Nous restons donc sur notre position d'alors.



Gorbatchev est sans doute sincère en voulant œuvrer pour une limitation des armements nucléaires, mais pas par la méthode radicale qu'il annonce le 15 janvier 1986, le désarmement total jusqu'à l'an 2000. Preuve en est qu'il signe le 31 juillet 1991, avec le président Bush père, le traité *START I* qui abaisse les panoplies des deux Grands à respectivement 6000



MM. Regan et Gorbatchev.





ogives ou bombes atomiques et un maximum de 1600 engins/ bombardiers à grand rayon action, ce qui est un progrès appréciable par rapport à environ 10000 charges pour chaque camp dans les années 80.

L'effondrement de l'Union soviétique que le putsch du *Politbureau* dirigé contre Gorbatchev va accélérer, aura des effets positifs en matière de contrôle des armements nucléaires. Les successeurs de Gorbatchev,

qui ne sont plus à la tête d'un parti communiste qui veut tout dicter, mais de la Fédération de Russie, s'entendent pour réduire les panoplies stratégiques en accord avec les Américains, par les traités du 3 janvier 1993 et du 24 mai 2002. Les Russes n'ont pas le choix, vu leurs énormes problèmes de société, notamment économiques.

Russes et Américains démontrent deux choses: qu'il suffit que la menace de l'URSS surarmée disparaisse pour l'on réussisse des progrès spectaculaires dans le domaine du contrôle des armements, mais aussi que ni l'un ni l'autre n'ont intérêt à se passer de tout armement nucléaire. Et ils ont raison!

Au sujet des protagonistes principaux lors du crépuscule de l'Union soviétique, Gorbatchev et Reagan, Henry Kissinger note – cela explique presque tout - que «Gorbatchev who had risen to eminence through the brutal struggles of the communist hierarchy, was determined to reinvigorate what he considered a superior Soviet ideology. Reagan and Gorbatchev each believed in the ultimate victory of his own side. There was, however, a crucial difference between these two unexcepted collaborators: Reagan understood the mainspring of his society, whereas Gorbatchev had completely lost touch with his [...]. »

D.B.

Le «Warrior» de l'US Army

L'US Army a confié à General Atomics le soin de réaliser une version «Custom» du drone *Predator*; dénommée *Warrior*; dotée d'un moteur diesel afin d'utiliser le même type de carburant que ses engins terrestres, et d'éviter une avionique redondante. Ce nouveau drone, dont 90% des composants sont identiques à ceux du *Predator*; pourra être armé de 4 missiles antichars *Hellfire* ou d'autres types

de systèmes d'arme air-air ou air-sol. Le *Warrior* a une autonomie de 36 heures et peut opérer jusqu'à une altitude de 25 000 pieds. L'*Army* prévoit déjà d'acquérir 11 systèmes complets, chacun comprenant 12 drones et 5 stations de contrôle à terre.

Les *Warrior* équiperont les nouveaux bataillons *UAV*, qui disposeront chacun de deux

systèmes complets, soit 24 drones et 10 stations de contrôle à terre. Ils seront rattachés aux brigades d'aviation de l'*Army*. Les premières livraisons auront lieu d'ici 2007, alors que la capacité opérationnelle est prévue pour 2009. Les *Warrior* remplaceront les drones *Hunter*, qui resteront toutefois en service. La valeur du contrat *Warrior* devrait s'élever à environ 1 milliard de dollars.

RMS № 11-12 – 2006